

LA « CULTURE DE L'ESPRIT D'ENTENTE CORDIALE »

L'ASSOCIATION FRANCE-GRANDE-BRETAGNE (1919-1940)

PAR

CHRISTINE OKRET

*diplômée d'études approfondies
diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris*

INTRODUCTION

Le 25 novembre 1916, soit un mois et demi après l'achèvement de la sanglante bataille de la Somme, alors que les Alliés, convaincus désormais de la durée du conflit, mettent en place une coopération économique plus déterminée, est constituée l'association France-Grande-Bretagne.

Il ne s'agit pas du premier groupement consacré au resserrement des liens franco-britanniques. En particulier, il existe depuis février 1916 un Comité franco-britannique fondé par le philosophe Émile Boutroux. France-Grande-Bretagne se différencie du Comité sur deux points : elle situe plus résolument, et uniquement, son action dans le domaine économique, et n'entend pas se contenter d'être un cercle de réflexion. L'association entreprend une action qui évolue graduellement vers un investissement du champ des relations franco-britanniques, notamment culturelles. Ce glissement s'opère dans le cadre de relations diplomatiques empoisonnées par de nombreuses divergences de vues.

L'originalité de France-Grande-Bretagne tient à la multiplicité des domaines dans lesquels elle intervient. Certains ont fait l'objet de travaux scientifiques, auxquels cette étude ne peut qu'apporter un éclairage complémentaire. D'autres, tels les adoptions de villages français par des villes britanniques, ou les échanges culturels franco-britanniques, sont encore peu connus. L'association constitue une mouvance anglophile dont l'étude a pour ambition de contribuer à une meilleure connaissance des relations franco-britanniques pendant l'entre-deux-guerres.

SOURCES

L'étude s'appuie essentiellement sur les archives de France-Grande-Bretagne. Celles-ci sont composées de trois éléments. En premier lieu, il existe un fonds d'archives conservé au ministère des Affaires étrangères. Cependant, cet ensemble de documents est fort lacunaire. Trié une première fois par le secrétariat de l'association à la veille de l'entrée des Allemands dans Paris, il a par la suite subi des pertes liées à de vraisemblables destructions. D'autre part, l'inventaire de ce fonds étant très imprécis, un nouvel état a dû être établi dans la présentation des sources.

En second lieu, l'association éditait un bulletin, *France-Grande-Bretagne*, qui, après une régularité de parution aléatoire, est devenu mensuel en octobre 1922. La collection quasi complète est conservée à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (université Paris-X). *France-Grande-Bretagne* constitue une précieuse source de renseignements, tant pour l'organisation de l'association que pour ses activités. Il compense en partie les documents manuscrits qui font défaut.

Enfin, l'association éditait parfois des brochures, à tirage limité, dans un but de propagande, généralement pour expliquer la position britannique sur des questions où elle était divergente des thèses françaises ou pour mettre en valeur les qualités britanniques.

PREMIÈRE PARTIELES MOYENS D'ACTION : HOMOGÉNÉITÉ DU RECRUTEMENT
ET DIVERSITÉ DES RESSOURCES

CHAPITRE PREMIERLA DIRECTION DE FRANCE-GRANDE-BRETAGNE :
UN LIEU DE SOCIABILITÉ POUR ÉLITES ANGLOPHILES

Constituée sous le régime défini par la loi de 1901 sur les associations, France-Grande-Bretagne est dotée d'un organigramme de type pyramidal. La gestion de l'association ressortit au comité de direction. Mais, très large dans sa composition, ce comité se réunit peu fréquemment et finit par perdre sa prééminence de gestion au profit du conseil technique, rebaptisé comité exécutif. Celui-ci prépare le programme des actions à mener et en supervise l'exécution, confiée au secrétaire général. Cependant, cette structure plus légère se réunit plus irrégulièrement dans les années 1930, ce qui renforce le rôle du secrétaire général.

Les instances dirigeantes de l'association sont marquées par un caractère élitaire. Environ 60 % des dirigeants ont acquis une solide formation supérieure. Ils occupent également des positions influentes dans leur domaine de compétence. En majorité, Français comme Britanniques, ils sont introduits dans les milieux économiques, notamment dans les transports, la banque et les secteurs les plus dynamiques de l'industrie (chimie, électricité, charbonnages, sidérurgie). Le rôle de

la Compagnie du canal de Suez, attesté par la présence de nombre de ses administrateurs à la direction de l'association, est cependant difficile à cerner avec précision.

France-Grande-Bretagne se présente enfin comme un lieu de sociabilité qui permet de réunir des élites de nationalité française et britannique venues des sphères culturelle, économique, parlementaire. Par cette fonction, elle offre une alternative anglophile (et compatible) aux modes traditionnels de sociabilité élitaire, les clubs (l'Union interalliée principalement).

CHAPITRE II

FAVORISER UNE ÉTROITE LIAISON ENTRE MILIEUX AISÉS FRANÇAIS ET BRITANNIQUES

Ce caractère élitaire de la direction se retrouve en grande partie dans le recrutement des simples adhérents.

En termes d'adhésions cumulées (qui seules peuvent être évaluées), un minimum de trois mille trois cents personnes se sont inscrites à France-Grande-Bretagne dans l'entre-deux-guerres, avec un rythme de croissance accentué dans la première moitié des années 1920 et à la fin de la décennie 1930. Sur un tiers des membres, pour lesquels la profession a été identifiée, les milieux industriels et éducatifs dominent : un quart des identifications pour chaque catégorie. Cet échantillon a très vraisemblablement une valeur représentative pour une très large part des membres de France-Grande-Bretagne. Cette hypothèse est appuyée par la prédominance dans le bulletin d'annonces publicitaires s'adressant à un public bénéficiant d'une culture et de ressources financières relativement élevées (publicités relatives au tourisme et à l'acquisition de connaissances sur la Grande-Bretagne).

Les adhérents britanniques composent 15 % de l'ensemble des membres recensés de l'association. Ceux qui sont identifiés (70 %) sont de façon similaire issus de milieux aisés. Sur le nombre total d'adhérents britanniques, 34 % sont des actifs, parmi lesquels dominent industriels et commerçants. Par le truchement de cette catégorie d'hommes d'affaires, France-Grande-Bretagne établit des relations avec l'organisme représentatif de la colonie britannique de Paris : la chambre de commerce britannique (représentation officielle), puis dès 1937 le comité de la colonie britannique. Par ailleurs, l'association noue des liens directs avec certaines institutions situées au cœur de la vie des résidents : hôpital, école, œuvres de charité, mais aussi structures de sociabilité. Ce rapprochement ne prélude pas nécessairement à une collaboration ultérieure, mais permet à France-Grande-Bretagne d'insérer des informations sur leurs activités dans son bulletin.

Celui-ci ne se présente donc pas uniquement comme un opuscule de liaison entre membres, mais, conformément au souhait de ses concepteurs, constitue également les « archives de l'amitié franco-britannique ».

CHAPITRE III

UN SOUCI DE DIVERSIFICATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES

Si France-Grande-Bretagne s'efforce d'assurer une certaine homogénéité dans le recrutement de ses membres, elle cherche à diversifier ses ressources financières. Les statuts prévoient trois types de sources de revenus. Les cotisations en fournissent l'essentiel. Les tarifs d'adhésion sont périodiquement réajustés dans le souci de couvrir des frais de fonctionnement croissants, et modulés pour attirer de nouvelles catégories de souscripteurs. Par ailleurs, l'association bénéficie de subventions du ministère des Affaires étrangères pour ses actions en faveur de l'adoption de villages français par des villes britanniques, et pour mieux faire connaître la culture britannique en France. Enfin, France-Grande-Bretagne dispose de fonds placés.

L'association sollicite tout particulièrement les entreprises et sociétés françaises comme britanniques qui lui accordent leur soutien : cotisations et dons parfois fort généreux, insertion d'annonces publicitaires dans *France-Grande-Bretagne*.

Ainsi, l'association se trouve en mesure de diversifier ses activités et de se développer jusqu'aux années 1930, lorsque la crise économique entraîne une diminution temporaire de ses revenus. Après une amélioration vers 1937, la trésorerie connaît de nouvelles difficultés en 1939. Mais il reste qu'elle dispose pendant l'entre-deux-guerres des solides soutiens financiers de la Banque de France, de la Compagnie de Suez, d'Eugène Schneider et de Henri Worms.

DEUXIÈME PARTIE

VERS UN INVESTISSEMENT GRADUEL DU CHAMP
DES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES

CHAPITRE PREMIER

« EMPÊCHER TOUTE DÉVIATION DE L'ENTENTE SUR LE TERRAIN ÉCONOMIQUE »

Au lendemain de la guerre, France-Grande-Bretagne s'efforce d'accélérer le rétablissement de la liberté des échanges entre la France et la Grande-Bretagne. Étant en relations avec les principaux organismes de représentation économique (les chambres de commerce en particulier), elle est en mesure de prendre connaissance de leurs difficultés et d'intervenir auprès des pouvoirs publics et des administrations concernées pour résoudre les problèmes qui lui sont soumis. Par la suite, elle s'élève contre les décisions gouvernementales qui lui paraissent entraver la circulation des ressources humaines et financières entre les deux pays, et empêcher la complémentarité des deux économies de jouer à plein.

Outre ces interventions de caractère ponctuel, l'association réfléchit aux remèdes à apporter à la crise que traverse l'économie britannique pour assurer une certaine vigueur au commerce franco-britannique. Elle prône une rationalisation

des structures britanniques, qui doit aller de pair avec le développement d'un partenariat privilégié avec la France. Pour encourager les initiatives dans ce sens, l'association appuie la formation d'un comité économique et social chargé d'organiser des rencontres entre spécialistes français et britanniques d'un même domaine.

CHAPITRE II

LA CAMPAGNE EN FAVEUR D'UN TUNNEL SOUS LA MANCHE

« FATAL COMME LE SUEZ »

La réalisation d'un tunnel sous la Manche doit permettre un développement accru des relations économiques et culturelles entre la France et la Grande-Bretagne.

France-Grande-Bretagne est alors très favorable à l'exécution du projet : elle crée un comité spécialisé dominé par les intérêts économiques pour suivre cette question et conduit la propagande nécessaire pour obtenir son adoption. Cependant, le rôle du comité se limite à appuyer l'action du groupement homologue britannique, car les obstacles au percement du tunnel résident dans le manque de volonté politique du gouvernement britannique.

L'association mène ainsi une campagne intensive mais infructueuse. Son mérite est de se consacrer à une importante œuvre d'information destinée aux milieux industriels ou techniques, tout en s'efforçant de toucher l'opinion par voie de presse.

CHAPITRE III

LES ADOPTIONS BRITANNIQUES DE COMMUNES FRANÇAISES :

« VOUS VEILLEZ SUR NOS MORTS, NOUS AIDERONS VOS SURVIVANTS »

En sus du domaine économique, le resserrement des liens franco-britanniques doit être opéré dans le champ des relations humaines. C'est pourquoi France-Grande-Bretagne contribue à susciter le développement du mouvement d'adoption de villages français par des communes britanniques. Elle forme à cet effet un comité central qui joue le rôle d'intermédiaire entre villes adoptantes et adoptées, soit directement, soit avec le concours d'un comité correspondant britannique. Son action est relayée par des délégués nommés dans les départements en reconstitution.

Les adoptions sont réalisées grâce aux liens personnels établis entre les édiles des villes adoptantes et adoptées. Pour les Britanniques, les critères de choix sont principalement l'importance des destructions et la présence de cimetières britanniques sur le terrain de la commune française. Les adoptions sont concentrées sur trois ans (1920-1923), période pendant laquelle une centaine de villages français sont adoptés. Elles donnent des résultats inégaux, mais maintiennent un courant de sympathie en faveur de l'Entente.

CHAPITRE IV

LE SOUVENIR DE L'« ENTENTE FRATERNELLE »

Les adoptions s'inscrivent dans le souvenir encore magnifié de l'Alliance qui a conduit à la victoire. Le sentiment de communauté de destin qui prévalait alors doit être le ciment de l'Entente ; à ce titre, la Grande Guerre est un événement quasi mythique dont la mémoire doit être entretenue.

France-Grande-Bretagne présente la guerre comme le point d'aboutissement d'un mouvement millénaire de rapprochement franco-britannique qui trouve son origine dans un fonds commun de culture (valeurs semblables). Ainsi elle s'attache à célébrer le culte du souvenir de la guerre, en nouant des liens avec des organisations d'anciens combattants (British Legion, affiliation des interprètes militaires interalliés) et en suivant avec attention les manifestations de la mémoire de l'effort commun (érection de monuments dédiés aux soldats britanniques, visites aux champs de bataille...).

CHAPITRE V

RÉTABLIR LA « STRICTE VÉRITÉ PATRIOTIQUE »

Si la volonté de rapprochement des deux peuples que décèle l'association dans l'histoire doit seule être prise en considération au détriment du caractère superficiel des rapports diplomatiques, ceux-ci ne doivent pas pour autant être ignorés. Par des interventions auprès de la presse, France-Grande-Bretagne s'efforce de mettre en exergue les succès de l'Entente et de placer sous un jour moins défavorable ses malentendus.

Durant l'entre-deux-guerres, deux thèmes sont particulièrement évoqués, et envisagés à travers le prisme que constitue la sensibilité de France-Grande-Bretagne au souvenir de la guerre : les rapports de la Grande-Bretagne avec les puissances du continent dans les années 1920, et l'illusion pacifiste dans les années 1930.

CHAPITRE VI

L'ACTION CULTURELLE : « ORGANISER LA CULTURE MÉTHODIQUE
DE L'ESPRIT D'ENTENTE CORDIALE »

Pour favoriser une meilleure compréhension de la mentalité britannique et de ses manifestations, l'action sur le terrain culturel représente l'indispensable complément des interventions de France-Grande-Bretagne dans le champ public.

Considérant son activité comme un appoint fourni aux efforts des organismes spécialisés, l'association forme un comité des relations intellectuelles largement composé d'universitaires et chargé de la mise en œuvre d'un programme d'envergure limitée. D'une part, elle cherche à mettre à la disposition d'un public élargi les moyens de s'informer sur la civilisation britannique, indirectement par des conférences, ou directement par la participation à des échanges interfamiliaux. D'autre part, elle mène une action éducative souple en organisant des cours de civilisation (Quinzaines de langue anglaise) et en créant des bourses de voyage et d'études.

TROISIÈME PARTIE

FAIRE RECONNAÎTRE L'EFFICACITÉ D'UN RÉSEAU DE FOYERS PRO-ENTENTE

CHAPITRE PREMIER

GREAT BRITAIN-FRANCE. L'ASSOCIATION SŒUR

Première étape dans le développement de France-Grande-Bretagne, une association homologue est créée parallèlement outre-Manche. Indépendante, structurée de façon similaire à France-Grande-Bretagne, et connaissant une expansion dans toute l'Angleterre, Great Britain-France sert de relais à l'action de l'association.

Ses interventions sont réalisées en liaison avec France-Grande-Bretagne ou à sa demande, pour obtenir une levée des obstacles au rapprochement franco-britannique dans les domaines du commerce et de l'esprit public. Aussi des échanges de vues fréquents et réguliers ont-ils lieu entre les deux associations sœurs.

CHAPITRE II

L'EXPANSION EN PROVINCE : LES SECTIONS LOCALES DE FRANCE-GRANDE-BRETAGNE

La création de sections locales représente une seconde phase dans le développement de France-Grande-Bretagne.

Elle est précédée de la constitution d'un réseau de correspondants locaux. Puis, pour rallier les anglophiles vivant en province et gagner tant en aisance financière qu'en influence, l'association encourage la fondation de sections locales, dont les premières voient le jour à la fin des années 1920. A la veille de la guerre, le mouvement de formation de ces sections connaît une vigueur parallèle à la réactivation de l'Entente diplomatique entre la France et la Grande-Bretagne. L'association adopte alors le principe d'une implantation méthodique dans les régions encore insuffisamment couvertes, et affiche l'ambition de se faire le porte-parole de l'exigence d'union franco-britannique traduite par l'essor des sections, essor seulement brisé par l'invasion allemande.

CHAPITRE III

FRANCE-GRANDE-BRETAGNE. AUXILIAIRE DE PROMOTION CULTURELLE DE LA GRANDE-BRETAGNE EN FRANCE

Alors qu'elle poursuit sa politique d'extension d'influence, France-Grande-Bretagne cherche à tirer parti de la solidité des positions qu'elle a su conquérir et maintenir en matière de promotion culturelle de la Grande-Bretagne pour s'imposer comme un interlocuteur privilégié auprès des organismes culturels britanniques installés à Paris.

Dans cette optique, l'association noue des liens avec l'ambassade de Grande-Bretagne, chargée de l'application d'une politique d'expansion culturelle en France alors fort velléitaire. Puis elle coopère avec l'Institut britannique et la Travel Association qui prennent le relais des efforts de l'ambassade. Enfin, à partir de 1937, elle inaugure avec le British Council une politique de collaboration qui a pour effet de relativiser sa place au sein du dispositif général de promotion culturelle britannique tout en reconnaissant la validité de ses initiatives en matière d'éducation.

CONCLUSION

Expression majeure du courant anglophile de l'entre-deux-guerres d'envergure nationale, France-Grande-Bretagne s'appuie sur des soutiens matériels et financiers suffisamment puissants pour mener une action complémentaire de celle des pouvoirs publics dans les domaines concernés, et connaître un développement régulier, brisé par la seconde guerre mondiale.

Son action concerne en priorité les élites, qui doivent réaliser un rapprochement franco-britannique solide, donc durable. En conséquence, l'association dispose a priori d'une influence limitée à des milieux restreints. Cependant, ses activités visant finalement à favoriser la constitution d'un lien permanent entre les *peuples*, France-Grande-Bretagne prête plus largement son concours aux initiatives pouvant y contribuer (adoptions, échanges interfamiliaux).

Point de rencontre entre tradition et modernité, l'association se situe dans le droit fil de cette sociabilité élitaine qui a servi de cadre aux échanges pluriséculaires entre la France et la Grande-Bretagne, tout en encourageant la réalisation de projets novateurs (les adoptions de villes portent en germe les jumelages et les échanges entre jeunes gens sont promis à un bel avenir) permettant d'atteindre les buts qu'elle s'est fixés.

ANNEXES

Membres de l'association France-Grande-Bretagne : instances dirigeantes (avec notices biographiques) et comités spécialisés. – Activités de l'association : carte et liste des communes adoptées, avec indication des dons reçus, liste des cimetières situés sur leur terrain. – Expansion de l'association : liste et carte des correspondants locaux et des sections de France-Grande-Bretagne ; direction des sections.
